IIIme Année. — No 13 Prix du Numéro : 10 Centimes Genève, Samedi 30 Mars 1918

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis
Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT { Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

LES COUPABLES DÉMASQUÉS

Les révélations Lichnovsky-Mühlon, surgies juste au moment de la grande offensive germanique, sont venues bien à propos pour consacrer le véritable caractère de la lutte décisive engagée sur le front occidental. Les soldats alliés qui sacrifient leurs vies pour contenir la poussée germanique et sauver le monde d'un régime indigne de notre civilisation, ne se battent pas pour des chimères. Deux Allemands éminents, l'un aristocrate, l'autre industriel, affirment, preuves en mains, que cette guerre atroce a été voulue par l'Austro-Allemagne, qu'elle a été préparée et délibérément provoquée. Après ces témoignages irrécusables, il n'y a plus d'équivoque. Les coupables sont démasqués à tout jamais. Et si l'on voit l'Allemagne procéder aujourd'hui à des annexions ouvertes ou déguisées de vastes territoires étrangers, ce n'est que la réalisation du plan conçu en 1914 et mis en œuvre par l'embrasement du monde entier.

Les témoignages Lichnovsky-Mühlon ont une importance particulière pour la Serbie et le peuple serbe. Les accusations perfides lancées contre notre pays par une presse sans scrupules et une propagande effrénée partie de Vienne, Budapest et Berlin, se trouvent controuvées par l'affirmation catégorique du prince Lichnovsky que l'Autriche pratiquait une politique de strangulation envers la Serbie et que lui, ambassadeur d'un grand Empire, ne pouvait concevoir les raisons qui déterminaient son pays à prêter son appui à une telle politique. L'ultimatum autrichien, rédigé de concert avec les plus hautes sphères de Berlin, avait épouvanté cet Allemand honnête, et pour éviter la guerre mondiale, il tâchait d'obtenir de la Serbie une réponse conciliante. Sir Edward Grey et M. Sazonoff ont exercé une pression à Belgrade et l'ultimatum inouï de Vienne a reçu du gouvernement serbe une réponse à laquelle personne ne s'attendait. Toutes les demandes de l'ultimatum étaient acceptées, sauf les deux points sur lesquels, suivant l'assurance du comte Lichnovsky, une entente aurait pu facilement être obtenue. Mais les puissances germaniques poussaient à la guerre et ne voulaient pas causer. Tantôt ce fut Vienne, tantôt Berlin qui se montrait inflexible. Et derrière tout ce jeu apparaissait la figure menaçante du Kaiser, décidé à risquer l'aventure que son fils aimé, le Kronprinz, appelé « la plus grande sensation », l'attaque soudaine.

Nous avons exposé à cet endroit même et à maintes reprises que le crime de Sarajevo, lui même encore insuffisamment éclairci, a servi de prétexte pour couronner par une guerre ouverte, la politique de chicanes, de pression, de chantage et d'intimidation, pratiquée par la Monarchie vis-à-vis du Piémont yougoslave. Les révélations Lichnovsky-Mühlon ne nous apportent, à nous Serbes, rien de nouveau. Il y a longtemps que la Serbie a pris conscience du danger germanique et lorsque le gouvernement serbe, à midi, le 29 juillet 1914, décrêta la mobilisation, avant que la réponse serbe, qui ne fut remise qu'à 6 heures du soir, le même jour, fût connue de Vienne, il le fit avec la conscience nette que l'Autriche et l'Allemagne voulaient la guerre, et que la réponse serbe, si docile qu'elle fût, n'y aurait rien changé. Mais pour ceux qui ne regardent pas les choses de près et qui pensent toujours que la petite Serbie a été la cause de la guerre européenne, les révélations Lichnovsky-Mühlon seront un enseignement utile. La Serbie est complètement déchargée du reproche que lui ont adressé parfois des amis mêmes, victimes inconscientes de la propagande austro-magyaro-allemande.

C'est ainsi que les Germains apparaissent aujourd'hui, complètement démasqués, leurs propres fils leur ayant donné le soufflet qu'ils méritaient.

Pour notre pays ravagé, violé et souillé par des calomnies insidieuses, c'est vraiment une belle satisfaction.

L. M.

La partie suprême

Depuis la fameuse bataille des nations livrée en 1813 sous les murs de Leipzig jusqu'à nos jours aucun champ de bataille n'a offert un aspect plus impressionnant. Le combat qui se déroule en se moment sur la Somme et en Picardie c'est la lutte suprême entre deux adversaires dont les qualités morales sont loin d'être égales. Les demi-civilisés aux instincts primitifs et cruels y combattent contre la partie consciente et libre de l'humanité ! C'est la Kultur luttant contre la civilisation dont elle s'appropria les ressources et les moyens techniques, les bienfaits et les avantages matériels. A voir les Allemands dans l'état de psychose et d'exaltation chauvine où ils se trouvent jeter sans discontinuer dans la fournaise des divisions et des armées entières, on songe involontairement au culte ancien des Cartaginois, sacrifiant leurs enfants dans les brasiers de Moloch. Les mêmes sacrifices sanglants sont exigés des hommes après tant de siècles d'histoire. Preuve que la civilisation chrétienne n'a pas changé grand' chose dans la partie du monde qu'on appelle Europe centrale. Attila reste toujours l'idéal des peuples germano-touraniens et ce n'est pas un pur hasard qu'un fils du kaiser-Eitel reçut lors de son baptême le nom du chef des Huns !

En face d'Attila moderne et de ses armées se sont dressés les peuples civilisés, les héros de la liberté et les défenseurs du droit. — La lutte vient d'entrer dans sa dernière phase. Il est vrai que les premiers combats ont été favorables aux Allemands, les Anglais ayant été obligés de céder quelque terrain. Mais Wellington lui-même ne recula-t-il pas avant de gagner la bataille de Waterloo ?

Douter du succès final de la lutte c'est douter de l'humanité et de la civilisation. C'est l'heure décisive qui commence. Il n'est pas permis aux hommes libres et conscients de manquer de foi dans ces moments là. Les Serbes sont les derniers à qui cela puisse arriver. Ce ne sont pas ces apparences de succès que les Allemands annoncent à grands fracas qui pourraient ébranler leur foi dans la victoire. Le quart d'heure annoncé par Clémenceau est arrivé. Il s'agit de tenir. « A vaincre sans péril on triomphe sans gloire ».

La mégalomanie bulgare

Nous n'étions point surpris d'apprendre par une annonce parue dans le « Journal de Genève » (le 10 mars 1918) que la légation bulgare à Berne s'appelle maintenant « L'Ambassade ». Nous n'ignorons pas que les Bulgares n'ont jamais peur du ridicule. En parvenus qu'ils sont, où qu'ils se trouvent, ils restent toujours vaniteux et mégalomanes.

La Bulgarie, laquelle, il y a seulement dix ans, n'était qu'une principauté vassale de la Turquie, s'appelle à présent « Empire » et le roi Ferdinand le « Tzar » ! Bien entendu, ce titre n'est pris au sérieux nulle part à l'étranger, mais dans les Balkans il doit produire quelque effet. C'est pour épater le bourgeois et éblouir la population illettrée en Bulgarie, qu'on a pris ces titres là.

C'est à Berne que l'on sera le plus étonné d'apprendre qu'à Genève la légation bulgare de Berne s'appelle « Ambassade ». Les Bulgares croient qu'on peut « bourrer les crânes » en Suisse comme ils le font ailleurs, sans courir le risque d'être attrapés. Or, en Suisse, on connaît mieux le droit international qu'en Bulgarie et on sait très bien quelles sont les puissances qui ont le droit d'avoir des Ambassades. Pourtant, il ne faut pas trop en vouloir aux Bulgares, qui, nous l'avons déjà dit, semblent avoir un droit des gens spécial, qui leur est propre. C'est celui des Iroquois, qui tuent les blessés et mangent leurs prisonniers. Il est vrai que les Bulgares ne mangent pas leurs prisonniers, mais ils les scalpent, *d'après le témoignage d'un publiciste neutre. (Voir l'article de M. G. Oltramare, dans « La Serbie », No 49, du 9 décembre 1917).*

Don MIGUEL.

Les Magyars falsifient l'idéologie de Kossuth

Herr Hofrat, autrichien et magnat magyar, le Dr Visontai, un ancien adepte du parti de Kossuth, a essayé, dans le « Pester Lloyd », du 8 mars, à propos de la discussion Andrassy-Reinach, de fausser l'idéologie politique de son maître, prétendant que Lajos Kossuth aurait conseillé, pendant toute sa vie, l'alliance de la Hongrie avec l'Allemagne. On peut vraiment plaindre le public hongrois, auquel on sert de telles turpitudes. Voici ce que Kossuth pensait de la politique de son pays :

« Au temps où le Directoire hongrois (que Kossuth avait formé pour l'indépendance) se sépara par la retraite de Klapka (mai 1862), parut un certain plan de confédération danubienne, dont la publication, sans les commentaires nécessaires, fit beaucoup de bruit. J'avais d'abord l'intention de m'en occuper dans ce volume. Mais en voyant les circonstances actuelles, je crois préférable de raconter simplement ce que j'en sais.

« Le ministre italien Durando dit à mon ami Iranyi (août 1862) « que nous devrions nous entendre pour une confédération avec la Serbie ». La clef de la situation avait été portée à Belgrade par l'empereur Napoléon III. Le cabinet italien attachait beaucoup d'importance à ce qu'à côté de l'activité officielle, il y eût agitation officieuse. Il avait envoyé Cassini, rédacteur du Tribuno, *en mission à Belgrade, Bucarest et Jassy. En mai, venant des obsèques de ma fille, j'étais en route pour la Suisse, afin de consoler ma pauvre femme; je m'arrêtai à Turin et causai quelques jours avec Cassini..*

« C'est ma vieille conviction que la Hongrie, pour assurer sa libre individualité contre l'expansion de la puissance russe et du panslavisme, doit prendre des sûretés. Nous sommes entourés de puissances slaves. On ne peut changer la géographie. Mais cela n'est dangereux que si c'est un cercle panslaviste et non pas un cercle serbe, bulgare, bosniaque, herzégovinien, monténégrin. Qui veut être libre, ne peut vouloir être russe. Qu'importe que la Serbie, avec ses 1.700.000 habitants, s'arrondisse de la Bosnie, de l'Herzégovine et devienne un Etat de 3 millions d'habitants, qui aura conscience de son existence. Ce n'est pas un danger pour la Hongrie libre.

« Si la question d'Orient se résout par des moyens modernes par la liberté des nationalités, je me prêterais fort bien à ce qu'entre la Hongrie rendue à la liberté et les peuples voisins, slaves et valaques aussi affranchis, une alliance de protection s'établisse contre l'ennemi.

« Mais je veux cette alliance comme une garantie de notre indépendance et le seul moyen pratique d'empêcher que le cercle des peuples slaves autour de nous ne devienne un cercle panslaviste.

« Voilà le thème de mes conversations avec Cassini, qui me dit qu'il les écrirait ; il me montra son résumé et me pria de le signer. Mais c'était par trop résumé. Cassini me promit en tout cas de ne pas le publier. Ce n'est pas lui qui a manqué de parole. J'en avais une copie que j'envoyai à mon ami Helfy pour le consulter. Il le publia dans son journal L'Alleanza, *No 16, 1862.*

« Mais puisque et tant que la Hongrie n'est pas libre, l'idée d'une confédération doit être reléguée comme tant d'autres parmi les prodesideria ». (Souvenirs de Kossuth, Edition française, tome III, page 706).

Voilà comment les Magyars d'aujourd'hui cherchent à travestir l'œuvre du seul Hongrois qui ait eu quelque compréhension de la liberté de tous les peuples.

La confédération des Etats-Unis d'Orient

Dans notre dernier numéro nous avons parlé de l'article de M. Reinach où il était question d'une confédération d'Etats danubiens.

M. Reinach, qui s'imaginait avoir repris le projet de Kossuth, avait en réalité repris celui de Talleyrand en le modifiant, afin de le concilier avec le principe de la libre autodisposition des peuples proclamé par les Alliés. En effet, une confédération danubienne avec l'Autriche en tête, telle fut bien l'idée de Tallerand. Nous avons démontré que Kossuth, lui, dans son projet, excluait déja l'Autriche de cette confédération. Et pour cause.

M. Reinach lui-même a dû s'apercevoir que la combinaison comprenant l'Autriche prête à la critique. C'est pourquoi il fait des réserves en s'efforçant d'établir une distinction entre l'Autriche d'hier et celle de demain.

M. Reinach reconnaît donc qu'il y a deux Autriche, celle d'hier, dont la survivance n'est voulue que par ceux des Allemands danubiens et des Magyars qui ne comprennent la liberté que pour eux-mêmes. C'est l'Autriche bismarckienne. Mais ne peut-il y avoir une autre Autriche? A cette question M. Reinach répond affirmativement. Car selon lui la mission de la maison de Habsbourg serait de présider aux bords du Danube et de la Vistule à une libre confédération des peuples qui, tournée vers l'est, servira de contrepoids à l'Allemagne dans l'Europe centrale et à la Russie dans l'Europe orienrope. C'est sur cette Autriche, l'Autriche hypothétique, transformée en confédération d'Etats libres, et sur la chimère d'une maison de Habsbourg régénérée, embellie par l'imagination d'un Français d'élite, que M. Reinach fonde des espérances. Et il nous raconte tous les bienfaits d'une combinaison aussi avantageuse.

Nous sommes d'avis qu'une confédération d'Etats danubiens avec l'Autriche en tête est une illusion tout aussi dangereuse que celle de la formation d'une confédération d'Etats balkaniques dont devait faire partie la Turquie,, conception qui prit naissance au lendemain de la révolution jeune-turque.

Or l'expérience a montré combien une telle conception fut erronée. La Turquie, loin d'évoluer, retomba dans l'anarchie et dans la terreur et la faillite du régime jeune-turc ne tarda pas à venir. Le problème balkanique ne put donc plus être résolu que par l'épée, en 1912. Il en serait de même pour le problème autrichien. Comme la Turquie, l'Autriche est incapable d'évoluer. Elle doit fatalement subir le même sort que la première. En voulant opprimer les autres elle a dû elle-même accepter le joug de l'Allemagne. Vienne, comme Constantinople, n'est plus qu'un faubourg de Berlin. Il arrivera donc ce que Palazki prévoyait déjà en 1867: la nature reprendra ses droits, et les peuples opprimés finiront par s'affranchir. C'est pourquoi tous les efforts faits actuellement par des publicistes ententistes et neutres pour détacher l'Autriche de l'Allemagne en faisant à la première des promesses mirobolantes ne peuvent avoir d'autres effets que d'affaiblir la résistance des peuples opprimés de la Monarchie qui luttent courageusement pour leur affranchissement.

Loin de s'enthousiasmer des projets surannés de Talleyrand et de Kossuth, il faut embrasser franchement l'idée de Mazzini, le véritable apôtre de la liberté et le champion hardi du principe de nationalité qui prêcha, il y a déjà plus d'un demi-siècle, la disparition des Empires turc et autrichien, ces deux Etats constituant les véritables anachronismes politiques. Ce n'est qu'alors qu'on pourrait librement envisager une confédération de l'Europe Sud-orientale sur le principe d'égalité et de parité des dorits. Au lieu de tirer de la poussière des archives les projets impérialistes, il aurait mieux valu se rappeler le testament politique de Gambetta qui recommandait à ses compatriotes l'alliance avec les Slaves du Sud. (Voir sa correspondance avec Mme Juliette Adam, reproduite dans la « Serbie » du 10 septembre 1916, No 19).

M. D. MARINCOVITCH.

P. S. — Cet article terminé, nous venons de recevoir le « Pester Iloyd » du 7 mars, contenant la réponse du comte Andrassy à M. Reinach. Cette réponse ne fait que confirmer ce que nous venons de dire sur l'impossibilité d'une évolution autrichienne vers une confédération libre des peuples de la Monarchie. Voici la dernière partie de cette réponse :

« Si l'article de M. Reinach signifie : qu'en France on se rend compte que depuis l'effondrement de la Russie il n'est qu'une puissante Autriche qui puisse assurer l'équilibre en Europe Orientale, alors les Français doivent aller plus loin que ne le fait M. Reinach. Ils devraient non seulement renoncer à leur demande de partage, mais aussi à nous gratifier de projets d'organisation et d'offrandes de nouveaux territoires. Celui qui désire nous voir forts doit nous laisser avec raison le soin de trouver la manière de nous assurer cette force. »

Le comte Andrassy croit encore découvrir dans le projet de M. Reinach l'arrière-pensée de vouloir disloquer l'Autriche en lui infiltrant l'élément slavo-roumain et en lui substituant une Monarchie qui servirait les buts de l'Entente.

« Si c'est cela la pensée de M. Reinach, dit le comte Andrassy, alors il est clair qu'il ne nous connaît point. La con-

fédération du Danube, nous ne l'avons désiré recevoir ni des mains de Kossuth lui-même. Elle n'était jamais chez nous populaire et elle ne nous aurait jamais détourné de la politique que nous prescrivaient nos intérêts vitaux. Ni de cette manière ni d'aucune autre on ne pourrait faire de nous les moyens propres à combattre l'Allemagne. Nous ne voulons point abandonner l'Allemagne. »

Les illusions de M. Reinach sur l'Autriche nouvelle survivront-elles après cette réponse du comte Andrassy?

L'Autriche et les « autonomies » nationales

« M. Seidler a déclaré que: « le gouvernement se maintient fermement aux principes proclamés par lui à plusieurs reprises, en ce qui concerne le droit des peuples de l'Autriche à une autonomie dans l'intérieur de leurs zones d'habitation, autonomie qui ne doit pas dépasser les frontières des provinces ».

Voilà ce dont les peuples doivent se contenter: autonomie dans leur habitat et dans les frontières des provinces. Au moment où il existe dans toutes les nations un bouillonnement tempétueux, où tous les peuples aspirent à former une unité et un tout, M. Seidler, semblable au fonctionnaire qui garde les frontières, se dresse devant elles et leur crie: « Respectez les limites des provinces; autonomies, autodisposition, tout cela est fort beau, mais ces nobles principes doivent s'arrêter, cela va sans dire, devant les limites des provinces ». Il y avait jadis un âne, qui était ministre autrichien, et qui pensait que la question sociale s'arrêtait à Bodenbach. Le droit d'auto-disposition des nations, lui, s'arrête à chaque limite de province et 16 poteaux-frontières s'opposent à sa réalisation.

Le ministre-président a eu la bonté de reconnaître l'existence de la question yougoslave. Mais en quoi consiste cette question yougoslave? Elle consiste en ceci, que trois peuples — dont la parenté radicale est telle qu'ils ne forment en réalité qu'une seule nation, — les Slovènes, les Croates et les Serbes, se trouvent divisés en quatre formes étatiques et que, même dans ces quatre Etats, ils ne réussissent pas à obtenir leur groupement.

Comment M. Seidler s'imagine-t-il la solution de la question yougoslave? D'après lui, il s'agirait simplement de trouver cette solution « qui correspond complètement avec l'axiome de la fidélité dynastique et étatique ». Nous demandons ce que peut bien signifier cette phrase. Ainsi que chacun le sait, la « fidélité dynastique » est avant tout un état d'esprit. Il ne s'agit nullement de savoir quel peut bien être l'état d'esprit des Yougoslaves, mais de savoir quel peut bien être l'état d'esprit des Yougoslaves, mais de savoir comment il convient de régler leur existence nationale.

Ces lignes, ce n'est pas un Yougoslave qui les a écrites. C'est l' « Arbeiter Zeitung » de Vienne qui commente d'une façon si cinglante, dans son numéro du 10 mars, les tentatives allemandes de sauver la Monarchie par des réformes frauduleuses.

Les Slaves contre l'Autriche-Hongrie

La paix germanique « sans annexions ni contributions », transformée en une conquête politique et économique, a ouvert les yeux à tout le monde et a fait comprendre aux crédules ce qui se cache derrière la phraséologie germanique. La paix roumaine et ukraïnienne ont prouvé également ce que le « brillant second » comprend par la paix « sans annexions ni contributions ». Aujourd'hui on peut voir dans toute son énormité le plan de conquête du « *Mitteleuropa* » qui ouvre une sombre perspective de nouvelles luttes à l'horizon de l'humanité ensanglantée. Aussi le monde, s'il ne veut pas devenir à jamais l'esclave de la Germanie, doit-il faire tous ses efforts pour enrayer la menace qui pend au-dessus de nos têtes comme l'épée sinistre de Damoclès. Chaque peuple ennemi des Germano-Magyars est en même temps l'allié naturel de l'Entente. L'appui que ces peuples pourraient prêter à la cause commune doit être envisagé sérieusement afin que chaque énergie, si minime soit-elle, puisse être dirigée contre la ruée de l'ennemi.

En parlant des peuples alliés naturels de l'Entente, nous pensons aux peuples slaves et latins de la double monarchie. Les Yougoslaves, Tchèques-Slovaques et Italiens ont fait preuve d'une résolution inaltérable; ils veulent vivre en peuples indépendants et libres de tutelle germanique. Les manifestations de ces résolutions ont été multiples, et tous ceux qui suivent attentivement les événements d'Autriche Hongrie peuvent en saisir l'énorme importance !

Il faut attaquer l'ennemi là où il est le plus faible, tel est le principe qui a guidé les Impériaux dans leurs succès obtenus jusqu'à présent. Pourquoi l'Entente n'adopterait-elle pas cette façon d'agir qui n'exige aucun gaspillage excessif des forces principales. Nous voulons parler d'abord de l'aide morale qu'elle pourrait prêter à ces peuples alliés naturels. C'est en premier lieu l'abandon de la politique de faiblesse envers l'Autriche-Hongrie dont font preuve les premiers représentants de l'Angleterre et de l'Amérique. L'Autriche-Hongrie, nous osons l'affirmer en toute conscience, est liée à l'Allemagne par des liens indissolubles qu'aucune politique de ménagement ne pourrait rompre. Les trois ans et demi de guerre le témoignent suffisamment et surtout les dernières paix « sans annexions ni contributions ». Il est dans l'intérêt primordial de l'Autriche-Hongrie de tenir avec l'Allemagne, car sans elle la Monarchie s'écroulerait promptement. L'Allemagne tient l'âme de l'Autriche-Hongrie. Elle lui injecte des doses d'éther comme à un éthéromane et ce n'est que grâce à ces injections que l'Autriche-Hongrie se tient encore debout. Que deviendra-t-il de l'éthéromane monarchique si la dose nécessaire à sa vie lui manque ? Les peuples éveillés provoqueraient facilement sa décomposition que ni la dynastie, ni la bureaucratie, ni l'armée ne pourraient plus arrêter. La Monarchie n'a donc pas une autre politique à suivre que celle que lui prescrit l'Allemagne. Les dirigeants de la Monarchie ont compris déjà le danger que présentent pour elle les peuples organisés en phalanges serrées. Ils en parlent souvent et préparent des mesures nécessaires pour écarter le péril.

Il ne sera pas sans intérêt de citer ici les vues d'un intellectuel magyar, Michel Rez, professeur à l'Université, qui, à propos de l'extension du droit électoral en Hongrie, parle ainsi :

« Dans la lutte diplomatique et dans les guerres d'avenir chaque parti compte sur nous. Déjà l'Angleterre veut nous séparer de l'Allemagne. Dans l'avenir ce sera l'effort de tous les ennemis de l'Allemagne. Cependant, nous sommes et voulons demeurer en alliance fidèle sans condition avec l'Empire allemand. Pourtant, la puissance des éléments slaves de l'Autriche augmentera sûrement dans l'avenir. Tous les signes l'indiquent. Il n'est pas de notre intérêt que la même chose se passe en Hongrie et qu'ici aussi augmente la puissance des ententophiles slaves et roumains. Il n'est pas de notre intérêt de préparer le terrain à l'agitation de l'Entente. Il n'y a en Hongrie aucun homme d'Etat sérieux qui ne soit partisan sans condition des rapports amicaux avec l'Allemagne. Le Roumain et le Slave sont cependant d'avance des germanophobes. » (Le « Pester Lloyd » du 13 mars.)

Il est donc dans l'intérêt de l'Entente de saisir les mains tendues des peuples. Tout atermoiement peut avoir des conséquences néfastes. Les déceptions sans nombre accumulées pendant cette guerre ne sont-elles pas un memento assez suggestif pour abandonner la politique d'optimisme morbide qui ne tient compte que des éléments favorables et désirables ?

Heureusement, l'Italie a déjà saisi l'importance d'une organisation commune de la lutte intérieure contre la Monarchie. L'amitié italo-yougoslave l'atteste. Il serait de première urgence que l'Entente abandonne une fois pour toutes sa politique de ménagement et qu'elle prononce des paroles mâles et énergiques. Les peuples, ses alliés naturels, qui supportent le joug germano-magyar trouveraient un appui moral d'importance capitale dans la résolution des Alliés de frapper l'Autriche-Hongrie comme ils frapperont l'Allemagne. C'est l'intérêt commun des civilisés, parce que c'est un pas en avant vers la victoire.

L. P.

Les Etats-Unis et les Yougoslaves

Déclarations de M. Vesnitch

M. Vesnitch a fait à un rédacteur du « Temps » (No du 21 mars) les déclarations suivantes sur les impressions qu'il a rapportées d'Amérique:

« Je puis vous assurer que le problème yougoslave est vu aux Etats-Unis d'Amérique avec autant d'intérêt que de sympathie. Jeune démocratie, l'Amérique suit avec une grande attention toutes les tendances émancipatrices des nationalités opprimées dans le Vieux-Monde. Je sais bien ce que je dis quand je vous affirme que le président Wilson, le gouvernement américain, les hommes politiques aussi bien que les grands organes de l'opinion publique en Amérique envisagent, à la fin de cette grande guerre, l'organisation d'un Etat yougoslave, moralement et politiquement assez fort pour s'opposer à un nouveau coup criminel germain contre la paix du monde, s'appuyant naturellement dans cette tâche aussi bien sur d'autres Etats slaves, tels la Bohême (ou la Tchéco-Slovaquie) et une Pologne ententiste que sur les autres nations libérales de l'Europe et sur les Etats-Unis eux-mêmes.

Comment pourrait-il en être autrement quand les Américains apprenaient chaque jour de nouveaux détails sur le martyre des Yougo-Slaves, et quand, de plus en plus, ils réalisaient la grande vérité que toute cette horrible guerre a été tramée et déclanchée par le désir et la résolution d'étouffer ce mouvement émancipateur?

Ma tâche et celle de nos amis ont été d'ailleurs d'éclairer nos amis américains sur la véritable situation dans laquelle se trouvent nos frères de race sous la domination des Habsbourg.

La presse américaine a publié le discours prononcé à la séance du 19 octobre 1917 du Reichsrath de Vienne par le député yougoslave Tresitch-Pavichitch, qui forme le plus éclatant réquisitoire contre le régime austro-hongrois dans cette guerre, ou au moins la partie de ce discours que la censure viennoise n'a pas eu le temps de supprimer. Les hommes politiques de l'autre côté de l'Atlantique ont appris aussi la résolution avec laquelle le groupe yougoslave du Parlement viennois a protesté contre toute cette tyranie en insistant sur la nécessité de former un Etat indépendant; ils apprendront vite, je l'espère, les manifestations de Zagreb, comme ils connaissent déjà l'héroïque campagne du Comité yougoslave formé dès le commencement de la guerre, à Londres et à Paris, et dont les membres sont les meilleurs de nos frères. Ils savent que ce n'est point notre faute ni celle de nos amis si leur campagne n'a pas donné jusqu'à ce moment de meilleurs résultats. Mais que ceci aussi arrivera.

Tous nos amis connaissent le pacte de Corfou. Ils savent qu'il n'a été conçu et dirigé que contre le régime abject des Habsbourg, flétri par le grand Gladstone pour des siècles, et voué par Albert Sorel à la destruction après l'expulsio des Turcs de l'Europe.

Toutes les sympathies américaines ont été avec nous dans nos manifestations yougoslaves. Les grands organes de la presse de Washington, de New-York, de Saint-Louis, de Cleveland, de Boston et de toutes les villes où nous avons organisé des réunions publiques ont été à l'unisson avec nous. Je n'oublierai jamais la grande manifestation dans l'« Auditoire » de Chicago, dans lequel, quelques mois avant nous, M. Viviani et le maréchal Joffre avaient été acclamés et la France en leurs personnes. Nous nous sommes trouvés en face de plus de 8.000 assistants! Les orateurs américains, polonais, tchéco-slovaques, slovènes, croates serbes se sont succédé. Au moment où j'ai pris la parole, neuf volontaires se sont dirigés vers l'estrade, tous les neuf appartenant à la même famille de Vaïaghitch. Cela m'a amené à parler à mes auditeurs des neuf Jougovitch de notre rapsodie nationale et du dixième, leur père, le vieux Joug-Bogdau. A ce moment, un dixième Vaïaghitch est monté sur l'estrade, ne voulant pas rester seul derrière ses frères. J'ai dû parler naturellement avec une grande émotion. En finissant, je me suis retourné vers mon voisin, le gouverneur de l'Etat illinois. M. Lawden versait de grosses larmes. Nous nous sommes embrassés comme deux frères emportés instinctivement l'un vers l'autre. Et toute la salle a été, pendant quelques minutes, comme dans un délire. Cela a été l'accolade de la grande, solide démocratie américaine, donnée spontanément à la nation yougoslave qui a tant souffert uniquement parce qu'elle a ambitionné une vie libre. »

FEUILLETON

Les troupes yougoslaves à Salonique

Face à la baie de Mikra, sur un terre-plein que bordent des tentes et des baraquements, un fort contingent de troupes yougoslaves, débarqué depuis quelques jours, attend, l'arme au pied, l'arrivée du commandant en chef de l'armée serbe, le prince Alexandre, qui doit le passer en revue.

Les soldats sont habillés et équipés de neuf et portent crânement le calot. Ils donnent une étonnante impression de santé physique et morale, après bientôt quatre ans de guerre, de dures épreuves supportées et un loong et pénible voyage. Presque tous ces hommes sont taillés en force, mais leurs attaches sont fines et leur physionomie point brutale. Rien de ce que je ne sais quoi de farouche et de sombre qui glace chez les Bulgares. De vrais Slaves, ceux-ci, avec de la flamme et de la douceur dans le regard, mais de l'énergie aussi et de la volonté.

Un grand silence. La grave mélopée de l'hymne national serbe... Et voici le prince Alexandre, à pied, sans autre apparat qu'une suite de quelques officiers supérieurs.

— Zivio! Zivio!

Longuement, les échos se répercutent. Le prince fait face aux troupes. Les paroles qu'il leur adresse sont brèves, mais elles disent tout ce qu'attendent ces soldats, elles expriment ce que sentent tous les cœurs, elles proclament la gratitude et la fierté du jeune chef, qui suivra les traditions du glorieux roi Pierre et en qui s'incarnent, à cette heure, les espoirs d'un peuple qui aspire ardemment à vivre sa vie nationale.

Un à un, le prince interroge les officiers, venus de tous les points de la Yougoslavie, mais qui marchent illuminés par la saluent avec une raideur un peu émue, et pour qui, évidemment, cette journée comptera. Quelques-uns, d'ailleurs, sortent spontanément du rang, et avec une simplicité toute démocratique, présentent au prince Alexandre des requêtes orales ou écrites.

Toujours affable, le prince écoute, questionne et sourit.

Demain, tous ces hommes partiront pour le front.

Ce sont en très grande majorité des Yougoslaves: Serbes, Croates et Slovènes. Quelques Tchèques aussi, mais en très petit nombre.

Les fatalités de l'Histoire — ou plutôt les iniquités de la politique — les ont contraints à prendre rang, au début de la guerre, dans les armées de l'Autriche. Mais leur cœur n'était pas là. On les envoyait en Galicie ou en Bukovine combattre les Russes, leurs ennemis officiels, mais leurs frères de race. La chance valut aux uns d'être faits prisonniers — et beaucoup aidèrent cette chance. D'autres risquèrent tout plutôt que de combattre pour une cause qu'ils abhorraient. Ils se trouvèrent bientôt des milliers qui n'avaient fui la lutte que pour mieux lutter.

Constitués en une division spéciale, sous le commandement du colonel Yossipovitch, ils se conduisirent magnifiquement en Dobroudja. La division reçut la périlleuse mission de défendre le pont deTurtukai. Elle perdit, dans cette opération, près de la moitié de ses effectifs, et ne se replia qu'après une résistance héroïque, dont la plupart des soldats portent le témoignage sur leur poitrine. C'est même un des curieux paradoxes de cette guerre que les survivants de cette campagne de Dobroudja, qui étaient partis en guerre comme combattants autrichiens, arborent aujourd'hui, avec fierté, des décorations presque exclusivement russes et roumaines.

La cessation des hostilités sur le front oriental confina les Yougoslaves dans une inactivité qui ne tarda pas à leur peser. Ils demandèrent alors à venir en Macédoine. Le gouvernement russe fit d'abord des difficultés. Il finit par céder à leurs instances, mais même foi. Il questionne aussi un certain nombre de soldats, qui seulement après avoir fait signer à chacun qu'il partait sur sa demande formelle et réitérée.

Les voilà de nouveau à pied d'œuvre, après mille traverses. Ils auraient pu rester tranquillement en Russie jusqu'à la fin des hostilités; ils ne l'ont pas voulu. Ils savent ce qui les attend, s'ils sont faits prisonniers par les Autrichiens. Cette perspective ne les effraye pas. Ils n'ont qu'un désir: aller se battre.

Et vraiment, la foi de ces hommes-là est admirable. Pour eux, rien n'existe que la grande idée nationale, et ils ont fait, une fois pour toutes, pour en assurer le triomphe, l'abandon total de leurs personnes et de leurs biens.

Nous autres, Occidentaux, qui sommes depuis longtemps émancipés de toute oppression politique, qui sommes un peu blasés sur les joies de la liberté, nous ne comprenons pas toujours ce que représente d'inestimable et ce que symbolisent d'espoirs pour les peuples qui en sont privés, les biens dont la jouissance nous est coutumière. Et nous ne sentons pas du premier coup ce qu'il y a chez eux de sincérité profonde, d'idéalisme absolu et d'esprit de sacrifice. Et jamais cette âme collective — ce principe spirituel, comme disait Renan — ne fut plus ardente et plus vivante que chez les Yougoslaves.

Parler avec une indifférence un peu lointaine des aspirations de ces peuples, croire que la politique « arrangera tout ça », imaginer quelque savant compromis qui, tout en respectant l'intégrité de l'Etat autrichien donnerait satisfaction aux légitimes désirs des Slaves du sud, c'est proprement se payer de mots, c'est nier la difficulté qu'il s'agit de résoudre et c'est méconnaître singulièrement le caractère sérieux du problème. Essayer de résoudre la question yougoslave « à l'intérieur de l'Etat austro-hongrois », c'est une de ces tentatives condamnées d'avance auxquelles s'amuse quelquefois la diplomatie, mais qui ne sont pas des jeux anodins.

Serbes, Croates et Slovènes veulent vivre ensemble, sous le même gouvernement et en complète indépendance. Ce qu'ils réclament, c'est leur droit à l'existence au même titre que toutes les autres nations de l'Europe. Nulle autre solution que celle-là ne sera viable. Et si l'on comprend bien les raisons intéressées qu'a l'Autriche de s'y opposer, on ne voit pas au nom de quels principes les alliés refuseraient d'écouter la voix de ces peuples.

La veille de la revue, le colonel Anastassievitch commandant le dépôt des troupes de réserve, avait offert un dîner en l'honneur des officiers yougoslaves. Nous étions là quelques représentants de la presse française, et pûmes difficilement cacher notre émotion devant la spontanéité et la chaleur de l'hommage rendu à la noblesse de l'idéal allié et en particulier à celui de la France. Le colonel, qui parle difficilement le français et qui l'écrit plus diffi-

Les réquisitoires Lichnovsky-Mülhon contre l'Austro-Allemagne

Nouvelles preuves de la préméditation austro-germaine

Le prince Lichnovsky ancien ambassadeur d'Allemagne à Londres, a écrit un memorandum en août 1916, dans le but d'expliquer et de justifier sa position à ses amis personnels et une demi-douzaine seulement de copies dactylographiées ont été faites. Une de ces copies a été communiquée à divers membres de la minorité socialiste, mais la manière dont elle parvint à passer la frontière allemande reste un mystère. Le mémoire fut publié d'abord par le « Politiken » de Stockholm et divulgué ensuite partout. L'authenticité de ce document est établie par le prince Lichnovsky lui-même dans la lettre qu'il a adressée au vice-chancelier de l'empire M. Payer et que celui-ci a lue le 16 mars à la commission du Reichstag pour les affaires étrangères

L'autre document, la lettre du Dr Mühlon, un des directeurs de l'usine Krupp est également authentique, et le vice-chancelier allemand en parlant de ce document, a cherché à l'affaiblir par l'affirmation bizarre que le Dr Mühlon serait un homme nerveux !

Nous reproduisons ici *in extenso* les deux documents qui forment le plus formidable réquisitoire contre l'agression criminelle des puissances centrales.

I

Ma mission à Londres, 1912-1914

par le prince Lichnovsky

1. Considérations d'ordre général

Le prince Lichnovsky, après avoir discuté les circonstances qui ont amené sa nomination à Londres après une retraite prolongée, et exposé la situation européenne d'alors, dit:

« Le moment était indubitablement favorable pour une nouvelle tentative de créer de meilleures relations avec l'Angleterre. Notre énigmatique politique marocaine avait, à diverses reprises, ébranlé la confiance en nos intentions pacifistes et éveillé le soupçon que nous n'étions pas bien sûrs de ce que nous voulions, ou que notre intention était de tenir l'Europe dans l'incertitude, et, lorsque l'occasion se présenterait, d'humilier la France.

« Un de mes collègues autrichiens, qui avait longtemps résidé à Paris, me dit: « Chaque fois que les Français commencent à oublier la revanche, régulièrement vous la leur rappelez en leur marchant lourdement sur le pied ».

Le prince Lichnovsky continue:

« Après avoir rejeté la tentative de M. Delcassé d'arriver à un accord sur la question du Maroc et avoir déclaré que nous n'y avions pas d'intérêt politique — une attitude qui était en plein accord avec la tradition de la politique bismarckienne — nous avons soudainement découvert en Abdul-Aziz un nouveau Kruger. A lui, comme aux Boers, nous avions promis l'appui puissant de l'Empire allemand, au même prix et avec le même résultat. Car les deux affaires finirent comme elles auraient dû finir — à moins que nous ne nous décidâmes déjà en ce temps-là à une guerre mondiale — c'est-à-dire avec une retraite. Notre attitude a eu pour résultat de provoquer des rapprochements russo-japonais et russo-britannique. Devant le péril allemand, tous les autres différends passaient au second plan. La possibilité d'une nouvelle guerre franco-allemande était devenue évidente. »

Après avoir décrit la futilité de la politique marocaine allemande, le prince Lichnovsky continue:

« Quand je suis arrivé à Londres, au mois de novembre 1912, l'opinion publique s'était déjà calmée au sujet de Maroc. La mission de M. Haldane avait certainement échoué vu que nous avions demandé une promesse de neutralité au lieu de nous contenter d'un accord qui nous assurerait contre une attaque britannique ou une autre faite avec le concours britannique. Sir Edward Grey, cependant, n'avait pas abandonné son idée de réaliser un accord avec l'Allemagne, et pour entrer dans cette voie il faisait une tentative dans les sphères économiques et coloniales. Avec M. von Kühlmann comme intermédiaire très adroit, un échange de vues eut lieu concernant le renouvellement de l'accord colonial portugais et l'arrangement sur le chemin de fer de Bagdad. Le but de ces conversations était d'arriver à un partage des sphères d'intérêts dans les colonies ci-dessus mentionnées, ainsi que dans l'Asie-Mineure. L'homme d'Etat britannique désirait, puisque les anciennes disputes entre la France et la Russie étaient réglées, arriver à des accords semblables avec nous. Le but de sir Ed. Grey n'était pas d'isoler l'Allemagne, mais de la décider à entrer dans un cercle déjà formé. Ayant réussi à jeter un pont entre les divisions franco-britanniques et russo-britanniques, il désirait aussi éliminer autant qu'il fût possible, les causes de friction entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne et s'assurer la paix du monde par un réseau d'accords en y ajoutant éventuellement un accord sur la malheureuse question navale.

« C'était le programme de sir Edward Grey. Ses paroles étaient: « Arriver, sans préjudice pour les ententes amicales existantes avec la France et la Russie, qui ne poursuivaient point de desseins agressifs et n'impliquaient pas pour l'Angleterre d'engagements obligatoires, à un rapprochement amical et à une entente avec l'Allemagne ». En somme, rapprocher les deux groupes.

« En Angleterre comme en Allemagne, il y avait deux groupes d'opinions: les optimistes qui croyaient en la possibilité d'une entente; les pessimistes, qui considéraient que la guerre serait tôt ou tard inévitable. M. Asquith, sir Edward Grey, M. Haldane et la plupart des membres du cabinet libéral aussi bien que les principaux organes des libéraux, la « Westminster », le « Chronicle » et le « Manchester Guardian ». Les pessimistes étaient les politiciens conservateurs comme M. Balfour, qui m'a fourni à plusieurs reprises l'occasion d'entendre son opinion, et les chefs militaires comme lord Roberts, qui prêchait la nécessité de l'introduction du service militaire obligatoire, ainsi que la Northcliffe Presse et l'important journaliste anglais M. Garvin. Pendant mon service, toutefois, cette partie s'abstint de toute attaque et garda personnellement et politiquement une attitude amicale. Mais notre politique navale et notre conduite en 1905, 1908 et 1911 avaient produit en eux l'idée qu'un jour on arriverait à la guerre. Le premier groupe, tout comme chez nous en Allemagne, est accusé aujourd'hui de folie et d'étroitesse de vues, tandis que le second est considéré comme le vrai prophète. »

Le prince Lichnovsky poursuit en décrivant la situation durant la guerre des Balkans:

Deux politiques s'ouvraient devant l'Allemagne: agir en médiateur impartial et chercher un règlement stable en accord avec les vœux des peuples balkaniques ou suivre une politique strictement de Triple-Alliance. Le prince lui-même recommandait la première, mais la Wilhelmstrasse choisit la seconde. L'Autriche désirait retenir la Serbie de l'Adriatique; l'Italie voulait empêcher les Grecs d'obtenir Valona, la Russie soutenait les Serbes, la France soutenait les Grecs. L'Allemagne n'avait aucun motif de soutenir ses alliés et d'amener ainsi une mauvaise solution excepté le désir de consolider ce qui, dans l'opinoin du prince Lichnovsky, était une alliance réellement inutile — inutile parce qu'il était évident que l'Italie romprait son alliance en cas de guerre, tandis que l'Autriche était absolument dépendante de l'Allemagne pendant la paix comme pendant la guerre sans qu'une alliance fût nécessaire. Le meilleur moyen d'accroître la dépendance de l'Autriche était de cultiver des relations amicales entre l'Allemagne et la Russie. Le Kaiser, pour des raisons dynastiques, était favorable à un partage de l'Albanie entre les Serbes et les Grecs, mais quand je lui recommandai cette solution dans une lettre, je reçus du chancelier une sévère réprimande sous prétexte que je soutenais les ennemis de l'Autriche et disant que je devrais m'abstenir de correspondre directement avec l'empereur.

Ainsi, l'Allemagne décida de se ranger aux côtés des oppresseurs turcs et magyars pour l'amour de la Triple-Alliance — une erreur fatale que le prince Lichnovsky décrit comme la plus frappante, puisqu'une soudaine attaque franco-russe — la seule hypothèse qui pourrait justifier la politique de la Triple-Alliance — pouvait en fait être rayé des précisions. Ce n'était pas seulement inutile, dit-il, mais dangereux, de prêter attention aux désirs de l'Autriche, puisque le fait de regarder la question d'Orient à travers les lunettes autrichiennes devait conduire à un conflit avec la Russie et à une guerre mondiale.

En outre, une telle politique était faite pour aliéner les sympathies des communautés des Balkans, jeunes, fortes et pleines d'aspiration, qui étaient prêtes à se tourner vers nous et à nous ouvrir leurs marchés. L'opposition entre les cours et les peuples, entre l'idée dynastique et l'idée démocratique de l'Etat, était clairement définie, et, comme d'habitude, nous étions du mauvais côté... En Serbie, contre nos propres intérêts économiques, nous soutenions la politique autrichienne de strangulation. Nous avons toujours monté des chevaux dont l'échec pouvait être prévu — Kruger, Abdul Azis, Abdul Hamid et Guillaume de Wied — et finalement nous tombâmes dans l'écurie de Berchtold. »

Le prince Lichnovsky continue à décrire la conférence des ambassadeurs à Londres en 1913 et le rôle influent et conciliateur joué par sir Edward Grey, qui trouva toujours, dit-il, une issue de tous les labyrinthes apparents.

« Mais nous, au lieu de prendre une position analogue à celle de l'Angleterre, nous appuyâmes invariablement le point de vue de l'Autriche. Le comte Mensdorff représentait la Triple Alliance à Londres. J'étais son second. Ma tâche consistait à soutenir ses propositions. A Berlin, dominait le prudent et expérimenté comte Szögyenyi. » Ici surgit le « casus foederis » — c'était son éternel refrain et quand je m'aventurais à mettre en doute la correction de ses conclusions, j'étais sérieusement taxé d'austrophobie. Sur tous les points, nous acceptâmes et soutinmes le points, nous acceptâmes et soutînmes le D'autre part, sir Grey ne soutint en fait jamais la France et la Russie. Généralement, en effet, il prit notre parti de manière à ne pas donner prétexte à un conflit. Le prétexte fut fourni plus tard par la mort d'un archiduc. »

2. La crise serbe

Vers la fin juin je me rendis, sur l'ordre de l'empereur, à Kiel, après que j'eusse reçu, quelques semaines avant, de l'Université d'Oxford, le titre de docteur *honoris causa*, distinction qui depuis M. de Bunsen ne fut accordée à aucun ambassadeur allemand avant moi. A bord du « Meteor » nous reçumes la nouvelle de la mort du couple de l'archiduc-héritier. Sa Majesté regrettait que cet accident rendît inutiles ses efforts en vue de gagner le haut personnage à ses idées. Le plan d'une politique active contre la Serbie a-t-il été établi déjà à Konopischt? Je ne puis le savoir.

Puisque je n'étais pas informé des vues et des événements de Vienne, je n'attribuai pas à l'incident une importance par trop grande. Je pus constater plus tard que dans l'aristocratie autrichienne un sentiment de soulagement a prévolu sur d'autres pensées.

A bord du « Meteor » se trouvait comme hôte de Sa Majesté un Autrichien, le comte Félix Thun. Souffrant du mal de mer, il restait toujours dans sa cabine, quoique le temps fût très beau. Lorsque la nouvelle arriva, il fut remis d'un coup. La peur ou la joie l'avait guéri.

Arrivé à Berlin, j'exposai au chancelier de l'Empire que je considérais la situation extérieure de l'Allemagne comme très satisfaisante, puisque nos rapports avec l'Angleterre étaient meilleurs que jamais auparavant. En France également il y avait au pouvoir un ministère pacifiste. M. de Bethmann-Hollweg semblait ne pas partager mon optimisme et se plaignait des armements russes. Je cherchai à le tranquilliser et je lui dis notamment que la Russie n'avait aucun intérêt à nous attaquer, et qu'une attaque russe n'aurait jamais trouvé l'appui franco-anglais, parce que ces deux pays voulaient la paix.

Je me rendis après chez M. le Dr Zimmermann, qui remplaçait M. de Jagow, et j'appris de lui que la Russie était sur le point de mettre sur pied 900.000 hommes de troupes nouvelles. Dans ses paroles on remarquait une mauvaise humeur ouverte contre la Russie, qui se trouvait partout sur notre chemin. Il s'agissait aussi des difficultés d'ordre économique. Que le général de Moltke poussât à la guerre, on ne me l'avait pas dit naturellement. Je sus cependant que M. de Tschirschky avait reçu un blâme pour avoir conseillé à Vienne d'user de modération envers la Serbie (1).

(1) Cette information est démentie par le correspondant viennois de la « Frankfurter Zeitung » qui affirme avoir appris au Ballplatz que le contraire est vrai, c'est-à-dire que c'est le gouvernement de Berlin qui avait donné de telles instructions à son ambassadeur. N. d. l. R.

---

tellement encore, avait tenu à nous dire, dans notre langue, tout ce que notre pays représentait pour lui. Il confectionna — non sans peine — un petit compliment d'un vocabulaire hétérodoxe et d'une syntaxe ingénue, mais dont nul de nous ne songea à sourire. Et lorsque l'admirable musique de la garde royale joua la « Marseillaise », un grand souffle passa qu'on ne sent jamais dans les manifestations de commande.

Le contingent d'excellentes troupes qui vient d'arriver ici sera un grand réconfort pour l'armée serbe. Ce n'est pas seulement une réserve pour une armée qui ne peut renouveler et compléter ses effectifs. C'est surtout une preuve éclatante de la solidarité qui unit tous les Yougoslaves. Nul doute que cet appoint ne contribue à galvaniser des combattants qui, après cinq ans de guerre, n'ont rien perdu de leurs qualités essentielles, et qui méritent qu'on les encourage et qu'on les soutienne.

Les Slaves du sud, qui sont maintenant sur le front de Macédoine, ne constituent pas la totalité de ceux qu'on pourrait mettre en ligne. Il y a, dans certains pays de l'Entente, de quoi constituer plusieurs divisions de volontaires qui feraient de bonne besogne partout, mais surtout sur le front balkanique, car elles lutteraient pour la reprise du sol national.

Dans l'armée américaine aussi, les Yougoslaves sont nombreux: soixante à quatre-vingt mille peut-être, qu'on a envoyés ou qu'on enverra en France. Ils lutteront pour la cause commune, c'est l'essentiel. Mais si des impossibilités techniques ne s'opposaient pas à ce qu'une partie au moins de ces Slaves du sud vinssent prendre, en Macédoine, leur poste de combat, ce serait, pour leurs frères de race, d'une haute signification.

(« Le Temps ».) E. THOMAS.

L'ANNIVERSAIRE DE PRERADOVITCH. — Le 19 mars de cette année tous les pays yougoslaves sous la domination austro-hongroise ont célébré avec grande solennité le 100e anniversaire de la naissance du grand poète croate Petar Préradovitch. A cette occasion notre collaborateur, M. le Dr Lioubo Perkovitch, nous a envoyé un article sur Préradovitch que nous publierons dans notre prochain numéro.

La jeunesse scolaire serbe en exil

Selon les statistiques que donne le « Journal Officiel », le nombre des élèves serbes dans les pays alliés et neutres monte à la fin de l'année 1917 à 5544.

La plus grande partie est en France (3117), puis vient la Grèce (859), la Russie (521), la Serbie délivrée (Monastir et les environs, 426), la Suisse (313), l'Angleterre (300) et l'Italie (8). De ce nombre, 1333 étudiants fréquentent les universités, 2427 sont élèves des écoles secondaires ou autres écoles spéciales de même rang, 1784 élèves des écoles primaires.

En France nous avons: a) 1115 étudiants, dont 373 en médecine, 365 en droit, 206 en technique, 164 en lettres et 7 de beaux-arts; b) 1636 élèves aux écoles secondaires; c) 366 élèves aux écoles primaires.

En Suisse nous avons: a) 185 étudiants, dont 71 en médecine, 54 en droit, 14 en technique, 30 en lettres, 1 de beaux-arts, 15 autres écoles de même rang; b) 59 élèves aux écoles secondaires; c) 69 aux écoles primaires.

En Angleterre, nous avons 25 étudiants et 275 autres élèves.

En Italie, nous n'avons pour le moment que 8 étudiants.

En Grèce nous avons: a) 457 élèves aux écoles secondaires, dont 250 sont dans le collège serbe de Monastir actuellement à Volos (Grèce), 116 à Salonique dans la dernière classe les préparant à l'examen de maturité, et 13 au gymnase de Corfou; b) 402 élèves aux écoles primaires.

La plupart des étudiants et des élèves sont entretenus par l'Etat, qui paye en outre les taxes scolaires et les habille une fois par année. Les étudiants, en Angleterre, sont entretenus par le Serbian Relief Fund de Londres. En Suisse, ils sont secourus par le Fonds de Mme Grouitch et par le Serbian Relief Fund de Londres.

Nous voyons que presque la totalité de notre jeunesse intellectuelle en exil reçoit son éducation en France. Un grand nombre est en Grèce, mais la majeure partie est dans les écoles secondaires et primaires serbes, où l'on prête une attention spéciale à l'étude de la langue française, de façon à ce que ces jeunes gens puissent, après avoir terminé leurs lycées, suivre sans difficulté les cours des universités françaises. Les étudiants serbes en Suisse sont pour la plupart dans les universités de Genève et de Lausanne, dont ils reçoivent aussi l'éducation française. C'est toute une armée intellectuelle élevée dans l'esprit français qui aura à combattre la pénétration de la Kultur dans les Balkans et à favoriser le développement de la civilisation française, répondant le mieux à la mentalité et au caractère du peuple serbe.

HAIM DAVITCHO. — Nous avons le regret d'annoncer le décès de notre collaborateur, M. Haïm Davitcho, ancien consul de Serbie.

M. Davitcho s'occupait beaucoup de littérature. Il a traduit plusieurs ouvrages de l'espagnol en serbe et l'on doit à sa plume un recueil d'histoires pittoresques de la vie des Juifs de Belgrade dans le faubourg du Danube (« Sa Jalije »). En outre, il collaborait à plusieurs revues serbes.

Il fut honnête citoyen et bon patriote et se distinguait par la simplicité et la modestie de son caractère. Ses amis garderont toujours de lui un souvenir ému.

Société Genevoise d'Editions et d'Impressions. — Genève

Lors de mon retour de Silésie, en partant pour Londres, je ne restai que quelques heures à Berlin, où j'appris que l'Autriche avait l'intention de marcher contre la Serbie pour mettre fin à une situation insupportable. A mon regret, je ne compris pas en ce moment l'importance de la nouvelle. Je croyais qu'il n'en résulterait rien du tout, et que, si la Russie s'opposait, on arrangerait la chose. Aujourd'hui, je regrette de n'être pas resté à Berlin et de n'avoir pas de suite déclaré que je ne pouvais suivre une telle politique.

Ultérieurement j'avais appris que dans la réunion décisive du 5 juillet, tenue à Postdam, la demande de Vienne avait trouvé l'approbation inconditionnelle de tous les personnages compétents, même avec la remarque expresse qu'il n'y aurait aucun inconvénient, s'il devait en résulter la guerre avec la Russie. C'est ce que dit au moins le protocole de cette réunion, reçu par le comte Mensdorff à Londres. Bientôt après M. de Jagow se trouvait à Berlin, pour se concerter surtout avec le comte Berchtold.

Je reçus dans la suite l'instruction d'agir auprès de la presse anglaise afin qu'elle prît une attitude amicale si l'Autriche donnait le « coup mortel » au mouvement grand-serbe, et d'empêcher par mon influence que l'opinion publique en Angleterre ne prît position contre l'Autriche. Le souvenir de l'attitude britannique dans la crise d'annexion, où l'opinion publique anglaise se montra sympathique aux droits serbes sur la Bosnie-Herzégovine, aussi l'appui sincère prêté aux aspirations nationales dans le temps de lord Byron et de Garibaldi, cela et d'autres indices encore parlaient contre la probabilité d'une approbation et contre l'idée que l'Angleterre appuierait l'expédition primitive projetée contre la Serbie. Je me vis donc obligé de donner des avertissements pressants. Je mis en garde aussi contre tout le projet, que je qualifiai d'aventureux et de dangereux. Je conseillais de recommander la modération aux Autrichiens parce que je ne croyais pas à la localisation du conflit.

M. de Jagow me répondit que la Russie n'était pas préparée; il se fera du bruit en tout cas, mais plus solidement nous appuyons l'Autriche, d'autant plus facilement la Russie sera obligée de céder. L'Autriche nous accusait déjà de mollesse et nous devions, par conséquent, frapper fort. L'opinion publique en Russie serait autrement toujours plus germanophobe, et nous devions risquer la guerre.

En présence de cette attitude qui, comme je l'ai appris plus tard, se basait sur les rapports du comte Pourtalès que la Russie ne bougerait en aucun cas, et qui nous déterminèrent à stimuler le comte Berchtold à agir avec la plus grande énergie, j'espérais qu'une médiation anglaise pourrait sauver la situation. Je savais, en effet, que l'influence de sir Edward Grey à Pétrograde pouvait être exercée en faveur de la paix. Je profitai donc de mes relations d'amitié avec le ministre pour le prier confidentiellement de conseiller en Russie la modération pour le cas où l'Autriche, comme il semblait, s'aviserait à demander satisfaction aux Serbes.

L'attitude de la presse anglaise était d'abord calme et amicale envers les Autrichiens parce qu'on condamnait le meurtre. Peu à peu se firent entendre toujours davantage des voix qui soulignaient que si justifiée que fût la punition du crime, son exploitation pour des fins politiques n'était pas admissible. L'Autriche était invitée, d'une façon pressante, à se modérer.

Lorsque l'ultimatum autrichien fut connu, tous les journaux, à l'exception du « Standard », qui se débattait toujours dans des difficultés et qui était apparemment payé par l'Autriche, furent d'accord pour le réprouver. Le monde entier, sauf Berlin et Vienne, comprit que cet ultimatum signifiait la guerre, c'est-à-dire la guerre mondiale. La flotte britannique, qui se trouvait par hasard réunie pour une revue, ne fut pas démobilisée.

J'insistai d'abord pour obtenir que la réponse serbe fût conciliante, parce que l'attitude de la Russie ne laissait aucun doute sur la gravité de la situation.

La réponse serbe correspondait aux efforts britanniques. En réalité, M. Pachitch avait tout accepté, sauf les deux points sur lesquels il se déclarait disposé à discuter. Si la Russie et l'Angleterre avaient voulu la guerre pour nous attaquer, il aurait suffi de donner un signe à Belgrade et la note inouïe serait restée sans réponse.

Sir Ed. Grey avait examiné avec moi la réponse serbe et il m'avait rendu attentif à l'attitude conciliante du gouvernement à Belgrade. Nous discutâmes ensuite son projet de médiation qui devait établir une interprétation de ces deux points, acceptable pour les deux côtés. Sous sa présidence, M. Cambon, le marquis Imperiali et moi, nous nous serions réunis et il aurait été facile de trouver une formule acceptable pour les points en litige, qui concernaient principalement la collaboration des fonctionnaires impériaux-royaux aux recherches de Belgrade. Avec de la bonne volonté on aurait tout arrangé en une ou deux séances, et la seule acceptation de la proposition britannique aurait produit une détente et amélioré encore davantage nos relations avec l'Angleterre. Je plaidai donc instamment pour la proposition anglaise, parce que sans cela la guerre mondiale nous menaçait, dans laquelle nous avions tout à perdre et rien à gagner. Peine inutile! On m'a répondu qu'une telle action serait contre la dignité de l'Autriche, que nous ne devrions pas intervenir dans l'affaire serbe et que nous la laisserons à notre alliée. Je devrais agir dans le sens d'une « localisation » du conflit.

Il aurait suffi d'un seul geste de Berlin pour déterminer le comte Berchtold à se contenter d'un succès diplomatique et à accepter la réponse serbe. Ce geste ne se produisit pas. Au contraire, on poussait à la guerre. Quel beau succès aurait-on obtenu!

Après notre refus, sir Ed. Grey nous pria de faire de notre côté des propositions. Nous insistâmes sur la guerre. Je ne pu obtenir aucune autre réponse que celle-ci: la déclaration de l'Autriche disant que la Monarchie n'aspirait pas à une acquisition de territoire représentait une concession « colossale »! Sir Grey me fit remarquer qu'on peut humilier un pays jusqu'à la vassalité, même sans l'acquisition de territoires, que la Russie y verrait une humiliation qu'elle ne pourrait admettre.

L'impression se cristallisait toujours davantage que nous voulions la guerre à tout prix. Notre attitude dans une question qui ne nous concernait pas directement, ne se laissait pas expliquer autrement. Les prières pressantes et les déclarations précises de M. Sazonoff, plus tard les télégrammes presque humiliants du tzar, les propositions renouvelées de sir Ed. Grey, les avertissements du marquis San Giuliano et de M. Bollati, mes conseils pressants, tout fut inutile. A Berlin on persistait dans la décision que la Serbie devait être massacrée.

Plus j'insistais, moins on se montrait disposé à changer d'idée, aussi pour ne pas me laisser le succès d'avoir sauvé, avec sir Edward Grey, la paix mondiale.

Alors ce dernier se décida à nous donner l'avertissement connu du 29 juillet. Je lui répondis que j'avais toujours informé Berlin que nous devrions compter avec l'hostilité de l'Angleterre si l'on arrivait à une guerre avec la France. Le ministre me répéta à plusieurs reprises: « If war breaks out it will be the greatest catastrophe the world has ever seen ». (Si la guerre éclate, ce sera la plus grande catastrophe que le monde ait jamais vue!)

Les événements se précipitèrent bientôt après. Lorsqu'enfin le comte Berchtold qui suivant les instructions de Berlin, jouait l'homme énergique, se ravisa, nous répondîmes à la mobilisation russe, après que la Russie eût discuté et attendu en vain toute une semaine, par l'ultimatum et la déclaration de guerre.

3. La question de la responsabilité

Comme il ressort des publications officielles qui ne sont pas contredites par notre Livre blanc qui constitue, lui aussi, par sa pauvreté et ses lacunes, une grave accusation, nous avons:

1° Encouragé le comte Berchtold à attaquer la Serbie quoiqu'aucun intérêt allemand n'y fût engagé et que le danger d'une conflagration générale fût connu de nous. La question de savoir si nous ignorions ou non l'ultimatum autrichien est sans importance.

2° Dans les jours qui vont du 23 au 30 juillet, lorsque M. Sazonoff déclara catégoriquement de ne pas pouvoir supporter une attaque contre la Serbie, nous avons rejeté les propositions anglaises de médiation, quoique la Serbie, sous la pression russe et britannique eût accepté l'ultimatum presque en entier, et que sur les deux points contestés un accord fût facile à réaliser, d'autant plus que le comte Berchtold se montrait disposé à se contenter de la réponse serbe.

3° Le 30 juillet, lorsque le comte Berchtold voulait se raviser nous avons envoyé l'ultimatum à Petrograde sur la simple mobilisation russe et sans que l'Autriche eût été attaquée, et nous avons déclaré la guerre à la Russie le 31 juillet. Tout cela malgré la parole engagée du tzar qu'il ne fera pas marcher un soldat tant que les pourparlers dureront. Nous avons donc sciemment éliminé la possibilité d'une solution pacifique.

Il ne faut pas s'étonner qu'en présence de tous ces faits indiscutables tout le monde civilisé en dehors de l'Allemagne, attribue à nous seuls la responsabilité du conflit mondial.

II

L'ultimatum autrichien et l'Allemagne

par le Dr. Mühlon

ancien directeur des usines Krupp

Au milieu de juillet 1914, j'eus, comme j'en avais parfois, un entretien avec le Dr Helfferich, alors directeur de la Deutsche Bank à Berlin et maintenant substitut du chancelier. La Deutsche Bank avait adopté une attitude négative au sujet de quelques grandes transactions (Bulgarie et Turquie) auxquelles la maison Krupp portait, pour des rasions d'affaires (livraison de matériel de guerre) un vif intérêt. Parmi les motifs qui justifiaient l'attitude de la Deutsche Bank, le Dr Helfferich me cita enfin le suivant: « La situation politique est devenue très menaçante. La Deutsche Bank doit en tous cas attendre avant de s'engager plus à l'étranger. Les Autrichiens sont venus ces jours vers le Kaiser. Dans huit jours, Vienne va adresser à la Serbie un ultimatum très raide, avec un délai très court et dans lequel certaines clauses sont comprises, comme la punition du'ne série d'officiers, la dissolution de groupements politiques, des enquêtes pénales en Serbie par des fonctionnaires de la double monarchie — bref, un ultimatum qui exige une série de satisfactions précises et immédiates, sinon l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.

Le Dr Helfferich ajouta encore que le Kaiser s'était prononcé nettement en faveur de ce projet de l'Autriche-Hongrie. Il avait dit qu'il considérait un conflit avec la Serbie comme une conjoncture intérieure, à régler entre ces deux pays, et dans laquelle il ne permettrait à aucun autre Etat de s'immiscer. Si la Russie mobilise, alors il mobilise aussi. Mais, pour lui, la mobilisation signifie la guerre immédiate. Cette fois, il n'y a pas d'hésitations. Les Autrichiens auraient été très tranquillisés par l'attitude résolue du Kaiser.

Comme je disais alors au Dr Helfferich que ces communications pénibles transformaient en certitude complète mes craintes déjà sérieuses, il me répliqua que telle était bien en tous cas son impression. Mais peut-être que la France et la Russie formeraient encore d'autres réflexions à ce sujet. Une leçon durable devait certainement être infligée aux Serbes. Ce fut la première communication que je reçus quant aux entretiens du Kaiser avec nos alliés. Je connaissais les relations particulièrement confiantes du Dr Helfferich avec les personnes qui devaient être bien renseignées et la sûreté de sa communication.

Après mon retour de Berlin j'avertis M. Krupp von Bohlen und Halbach, — j'appartenais alors à sa direction à Essen — de ce que j'avais appris alors. Le Dr Helfferich me l'avait d'ailleurs permis. (On avait à ce moment l'intention de le faire entrer au conseil d'administration de la maison Krupp). M. von Bohlen parut frappé de ce que le Dr Helfferich fût en possession de tels renseignements et remarqua incidemment que les gens du gouvernement ne pouvaient jamais tenir complétement leur langue. Il me déclara ensuite ce qui suit: « Or, il avait été lui-même ce jour là chez l'empereur. Celui-ci lui avait également parlé de ses conversations avec les Autrichiens et de leurs résultats, mais lui avait donné ce sujet comme tellement secret qu'il n'aurait jamais osé en parler à son conseil de direction. Toutefois, comme j'étais renseigné, il pouvait me dire que les informations d'Helfferich étaient exactes. Celui-ci paraissait évidemment savoir plus de détails que lui-même Bohlen. La situation était en effet très grave. Le Kaiser lui avait déclaré qu'il déclarerait aussitôt la guerre si la Russie mobilisait. Cette fois, l'on verrait bien qu'il n'hésiterait pas. L'affirmation répétée du Kaiser que personne ne pourrait en cette occasion lui reprocher son indécision avait même paru presque comique.

Exactement le jour désigné par Helfferich, l'ultimatum de Vienne à la Serbie fut envoyé. J'étais à ce moment de nouveau à Berlin et j'exprimais devant Helfferich que je trouvais le ton et le contenu de l'ultimatum absolument extraordinaire. Mais Helfferich pensait que cela paraissait seulement ainsi dans la traduction allemande. Il avait pu voir le texte français de l'ultimatum et on ne pouvait le trouver en aucune façon exagéré. A cette occasion, Helfferich me dit aussi que le Kaiser n'était parti pour son voyage dans la région du Nord que pour donner le change, qu'il restait dans les environs immédiats et restait en communication constante. On verrait bien ce qui arriverait. Il espérait que les Autrichiens, qui ne comptaient naturellement pas sur une prompte réponse à l'ultimatum, agiraient avant que les puissances n'eussent le temps d'intervenir. La Deutsche Bank avait déjà pris ses mesures afin d'être parée à toute éventualité. C'est ainsi qu'elle n'avait pas remis d'or en circulation. Cela se laissait organiser tout à fait sans attirer l'attention, et formait de jour en jour d'importantes réserves.

Aussitôt après l'ultimatum autrichien à la Serbie, le gouvernement allemand donna des explications suivant lesquelles l'Autriche avait agi de sa propre initiative sans que l'Allemagne ait été prévenue. Si l'on tente d'accorder ces explications avec les procédés cités plus haut, il ne reste plus qu'une solution: que le Kaiser s'était déjà résolu à laisser agir sans son gouvernement et que, dans les conversations avec les Autrichiens, on s'était préoccupé du côté allemand de s'entendre sur le texte de l'ultimatum. Car j'ai montré plus haut que le contenu de l'ultimatum était assez exactement connu en Allemagne. M. Krupp von Bohlen avec qui je parlai de ces explications allemandes mensongères au moins quant à l'action, fut également d'accord sur ce fait que l'Allemagne, dans une conjoncture si difficile, n'aurait en aucun cas dû donner carte blanche à un Etat comme l'Autriche et que ç'aurait été le devoir des hommes d'Etat au pouvoir d'exiger du Kaiser et de nos alliés que les réclamations autrichiennes et l'ultimatum à la Serbie fussent discutés et fixés le plus minutieusement ainsi qu'en même temps le programme exact de la marche à suivre consécutive. Quel que soit le point de vue auquel on se place on ne pouvait cependant pas se livrer entièrement aux Autrichiens, s'exposer à des éventualités sur lesquelles on n'avait pas compté, mais qu'on aurait dû lier à l'accomplissement des devoirs d'alliés des conditions explicites. Bref, M. von Bohlen tenait l'affirmation allemande que l'on n'avait pas eu connaissance de l'ultimatum, en admettant même qu'elle contînt quelque part de vérité, pour une atteinte aux principes de l'art diplomatique et il m'assura qu'il parlerait en ce sens à M. de Jagow, son ami personnel, qui était alors secrétaire d'Etat au Département des affaires étrangères. Comme résultat de cet entretien, M. von Bohlen me communiqua ce qui suit: M. von Jagow avait maintenu devant lui qu'il n'avait pas influé sur le texte de l'ultimatum austro-hongrois et qu'une telle réclamation de la part de l'Allemagne n'aurait d'ailleurs pas été acceptée. A l'objection que c'était pourtant incompréhensible, M. von Jagow avait répondu qu'il avait naturellement comme diplomate songé à formuler une telle demande. Mais le Kaiser, au moment où von Jagow avait été saisi de l'événement, s'était déjà engagé tellement qu'il était trop tard pour agir suivant l'usage diplomatique et qu'il n'y avait plus rien à faire. La situation était telle que l'on n'avait plus pu arriver à des changements dans la rédaction de l'ultimatum. Enfin, lui, Jagow avait pensé que cette omission aurait son bon côté, c'est-à-dire la bonne impression que l'on aurait à Pétrograd et à Paris en apprenant que l'Allemagne n'avait pas collaboré à l'ultimatum autrichien.

Bulgarie

Les appétits bulgares et M. Rizoff

La « Kambana » du 14 mars, discutant les idées de Rizoff, affirme qu'aucun Bulgare ne peut se contenter d'une Bulgarie diminuée, telle que celle tracée par Rizoff.

Cette diminution de la Bulgarie, d'après la « Kambana », consisterait dans le fait que Rizoff, tout en revendiquant pour la Bulgarie toute la Serbie du Sud ou Macédoine avec le condominium dans Salonique, de même que toute la Dobroudja et la Serbie orientale — prévoit qu'on accorderait en compensation à la Roumanie la Bessarabie, à la Serbie les montagnes du nord de l'Albanie, avec Durazzo comme issue sur la mer et à la Grèce Valona. La « Kambana » trouve que non seulement il faut prendre à la Roumanie, à la Serbie et à la Grèce tout ce qui est nécessaire à la Bulgarie, mais qu'il faudrait encore s'opposer à l'octroi de toute compensation ailleurs; en outre Salonique ne doit pas constituer un condominium, mais revenir exclusivement à la Bulgarie. La « Kambana » s'exprime ainsi:

« De toutes façons ce n'est pas aux Grecs qu'il faudrait donner Valona ni aux Serbes Durazzo.

« Tout en se montrant aussi généreux envers les Grecs et les Serbes, Rizoff prévoit pour Salonique une solution qu'il convient de repousser définitivement. A quoi bon neutraliser la capitale naturelle des Macédoniens et pourquoi admettre un partage de la domination de Salonique entre la Bulgarie et la Grèce? Salonique appartient à la Bulgarie, dont elle doit rester pour toujours le chef-lieu. Salonique est bulgare.

« M. Rizoff nous parle du bassin du Timok alors que la domination séculaire du peuple bulgare a toujours dépassé de beaucoup à l'occident le bassin du Timok, et allant au-delà de Pojarevatz a atteint jusqu'à Smederevo (Semendria).

« Voilà pourquoi nous ne pouvons pas nous solidariser avec la préface de M. Rizoff! »

Rappelons ici que ce même journal réclamait, en août 1915, le dépeuplement du district de Trn (Bulgarie occidentale) qu'il reconnaissait être peuplé de Serbes.